

Comme vous le savez, le Canada a annoncé sa candidature au Conseil de sécurité pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 1977. Une fois élus, et il y a tout lieu de croire que nous le serons, nous participerons encore davantage aux efforts internationaux déployés en vue de faire face au conflit du Moyen-Orient. De ce fait, nos prises de position seront certainement examinées à la loupe. Après mon voyage au Moyen-Orient et suite aux discussions avec les dirigeants arabes et israéliens, je suis persuadé que notre politique, qui vise à saisir et à refléter les réalités d'aujourd'hui, passera cet examen avec brio. Bien que les deux parties salueraient à coup sûr un plus grand soutien de sa position par le Canada, chacune d'elles apprécie et respecte également notre vision objective et juste du conflit. A mon sens, cette optique est essentielle si nous voulons que nos tentatives pour apporter une contribution positive au règlement de ces problèmes soient prises au sérieux.

A discuter de la situation au Moyen-Orient, l'idée de deux blocs antagonistes s'impose presque inévitablement. Pourtant, il m'est difficile de faire abstraction des importantes différences historiques, culturelles et économiques qui existent entre les nations arabes, malgré toutes leurs similitudes. Selon moi, il importe de garder présente à l'esprit la totalité de leurs caractéristiques, de façon à parvenir à une appréciation plus juste des diverses réalités du Moyen-Orient. C'est de cette façon, et de cette façon seulement, que nos relations bilatérales avec chaque pays pourront progresser sensiblement.

Ainsi, il m'apparaissait particulièrement important d'établir des relations personnelles avec les dirigeants arabes. Ma visite au Caire, première étape de ma tournée, m'a raffermi dans cette conviction. Etat arabe le plus peuplé, l'Egypte qui chevauche deux continents, occupe une position clé en Méditerranée orientale. A ce titre, ce pays a joué, au cours des dernières décennies, un rôle de premier plan dans la politique du Moyen-Orient et il exerce une influence considérable parmi les pays en voie de développement. Tous ces facteurs assurent aux hommes d'Etat égyptiens une perspective unique, et mes entretiens avec le président Sadate et le ministre des Affaires étrangères, M. Fahmi, ont été particulièrement stimulants et enrichissants.

Nous nous sommes entendus sur la nécessité d'imprimer un nouvel élan à nos relations bilatérales au chapitre des échanges commerciaux, de l'investissement, de la coopération technique et du développement, ainsi qu'à celui des affaires culturelles. L'économie égyptienne semble être au seuil d'une période de croissance encourageante, qui devrait servir de tremplin à l'élargissement des échanges économiques. Mais l'Egypte n'en demeure pas moins un pays dont les besoins d'aide au développement sont urgents. J'ai donc informé le ministre des Affaires étrangères, M. Fahmi, que dans le cadre de notre nouvelle stratégie de développement international nous étudierions